

CONVENTION D'UTILISATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES COMMUNALES POUR LES COLLEGES LES SOURCES ET POINCARE DE SAVERNE

ENTRE :

LA COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT (EPL) : la Collectivité européenne d'Alsace
représentée par son Président, Frédéric BIERRY, dûment habilité par la délibération n° CP-2025-
du 5 décembre 2025 de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité
européenne d'Alsace

ci-après dénommée « la CeA »

ET

LE PROPRIETAIRE DES INSTALLATIONS SPORTIVES : La Ville de Saverne
représentée par son Maire, Stéphane LEYENBERGER, dûment habilité par la délibération n° du
Conseil Municipal du

ci-après dénommé « la Ville »

ET

L'Etablissement Public Local d'Enseignement (EPL) LE COLLEGE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
POINCARE
représenté par sa Principale, Muriel WEHRUNG, dûment habilitée par la délibération du Conseil
d'administration du ,

ET

L'Etablissement Public Local d'Enseignement (EPL) LE COLLEGE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
LES SOURCES
représenté par sa Principale, Caroline AUDES REEB, dûment habilitée par la délibération du Conseil
d'administration du ,

ci-après dénommés « les collèges »

VU l'article L.1111-4 du Code général des collectivités territoriales relatif à la compétence partagée
des collectivités territoriales en matière de sport et d'éducation populaire ;

VU l'article L.213-2 du Code de l'éducation selon lequel le département a la charge des collèges ;

VU l'article L.1311-15 du Code général des collectivités territoriales selon lequel l'utilisation
d'équipements collectifs par une collectivité territoriale fait l'objet d'une participation financière au
bénéfice de la collectivité territoriale,

VU le II et le III de l'article L.214-4 du Code de l'éducation selon lesquels des conventions peuvent
également être passées entre les établissements publics locaux d'enseignement, leur collectivité de
rattachement et les propriétaires d'équipements sportifs afin de permettre la réalisation des
programmes scolaires de l'éducation physique et sportive ;

VU l'article L. 2144-3 du Code Général des collectivités territoriales indiquant que le maire fixe les
conditions dans lesquelles les locaux communaux peuvent être utilisés

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Préambule

Le programme d'éducation physique et sportive (EPS) des collégiens nécessite l'utilisation d'installations couvertes et non couvertes adaptées à la pratique de l'EPS tels que les gymnases, salles polyvalentes ou salles spécialisées (salles de gymnastique, salles de danse, de tennis de table, de combat...), plateaux sportifs, terrains de grands jeux, structures artificielles d'escalade.

Pour répondre à cet objectif, des conventions associant les collectivités propriétaires, les collèges publics et la CeA, en tant que collectivité de rattachement, permettent de définir les conditions d'utilisation des équipements sportifs mis à disposition des collèves.

Les signataires de la présente convention se fixent pour objectifs de :

- permettre la pratique des activités sportives des quatre champs d'apprentissage constituant le parcours de formation d'éducation physique et sportive des collégiens,
- privilégier l'utilisation optimale des installations sportives situées à proximité du collège.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition (techniques et financières) des équipements sportifs de la Ville au profit des collèges pour la pratique des activités du programme d'EPS, des activités des associations sportives des collèges et, le cas échéant, des entraînements des sections sportives.

ARTICLE 2 : Equipements et installations mis à disposition

La Ville s'engage à mettre à la disposition des Collèves les équipements figurant en annexes 1 et 2 de la présente convention.

ARTICLE 3 : Etat des lieux

Un état des lieux, établi contradictoirement, sera réalisé lors de la rentrée scolaire pour chacun des équipements listés dans les annexes 1 et 2.

Cet état des lieux devra être effectué dans les 15 jours suivants la rentrée scolaire pour les équipements existants et dans les 15 jours suivants la mise en service effective au public pour les équipements en travaux.

ARTICLE 4 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de quinze (15) ans.

Elle prend effet à compter de la mise en service du nouveau gymnase des Dragons, programmée en septembre 2027.

ARTICLE 5 : Utilisation

5.1. Calendrier et volume horaire :

La période d'utilisation, à l'exclusion des périodes de vacances scolaires, est définie par le calendrier de l'année scolaire au sens de l'article L.521-1 du Code de l'éducation.

Un calendrier d'utilisation, établi en concertation entre la Ville et les collèges, sera établi au plus tard 15 jours avant la rentrée scolaire, pour définir le volume horaire d'accès des Collèves sur le principe

d'un espace de pratique par classe. Ce volume horaire d'utilisation figurera à l'annexe n°1 de la présente convention.

La Ville s'engage également à garantir des créneaux pour les activités sportives des associations sportives des collèges dans le cadre de l'UNSS et, le cas échéant, des entraînements des sections sportives scolaires.

L'accès aux vestiaires sera prévu sur le principe de deux (2) vestiaires par classe pour assurer la séparation filles/garçons. Concernant le gymnase des Dragons il est entendu que les collégiens ne feront que se changer dans les vestiaires et entreposeront leurs affaires dans des espaces dédiés (casiers).

Un vestiaire approprié aux enseignants d'EPS sera également mis à disposition avec une armoire de stockage.

Les collèges devront respecter le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque les équipements ne seront pas utilisables du fait de la Ville, ou non utilisés par les collèges, chacune des parties devra en être informée au préalable. Dans ces deux cas, si un préavis de 15 jours est respecté, les plages non utilisables ou non utilisées ne seront pas facturées. Cette disposition sera applicable après les huit (8) années de gratuité.

5.2. Utilisation du matériel :

Le renouvellement du matériel lourd est assuré par la Ville.

Pendant le temps et les activités scolaires, les collèges assumeront la responsabilité des équipements et matériels qu'ils utilisent. La Ville assurera la responsabilité de gardiennage de ses équipements.

5.3. Sécurité :

5.3.a.

L'utilisation des locaux mentionnés dans les annexes 1 et 2 à la présente convention doit s'effectuer notamment dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène, des bonnes mœurs et des principes de neutralité et laïcité.

5.3.b.

Préalablement à l'utilisation des équipements mentionnés dans les annexes 1 et 2 à la présente convention, les collèges reconnaissent formellement :

- avoir procédé à une visite des locaux, terrains ou autres équipements mis à sa disposition ainsi que des voies d'accès qui seront effectivement empruntées,
- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règles propres à chaque équipement et s'engage à les appliquer rigoureusement,
- avoir pris connaissance de l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction, des itinéraires d'évacuation et des sorties de secours.

Les collèges devront consulter régulièrement les cahiers de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

Tous les collégiens restent placés sous la responsabilité des collèges et notamment de leurs enseignants, pendant toute la durée de leur présence dans l'équipement.

5.3.c.

La Ville s'engage à assurer le maintien des équipements en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. Ainsi, la réalisation et le suivi des rapports de contrôle des locaux et équipements sont à la charge de la Ville.

Lors de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, les collèges s'engagent à :

- assurer la surveillance des élèves participants,
- installer et ranger le matériel,
- éviter toute dégradation des locaux et du matériel,
- faire respecter les règles de sécurité par les participants.

5.4. Entretien des équipements mis à disposition

La Ville assure le bon entretien des locaux et installations, y compris les sanitaires et les vestiaires. Elle assure également l'entretien des terrains et des voies d'accès.

Les collèges et la Ville doivent mutuellement s'informer par écrit, dans les plus brefs délais, des besoins d'entretien et de réparation des équipements sportifs, et en informer de la même manière la CeA.

En cas de travaux empêchant la pratique des activités EPS, la Ville informe dans les meilleurs délais par écrit les collèges et la CeA.

Article 6 – Assurance

Chacune des parties, la Ville et les collèges, garantissent par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

Les collèges reconnaissent avoir souscrit une police d'assurance auprès de _____ pour le collège Poincaré et auprès de _____ pour le collège Les Sources , couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les lieux mis à disposition, ainsi que tous les risques inhérents à l'utilisation de ces lieux.

La Ville prend à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- dégât des eaux et bris de glaces,
- foudre,
- explosions,
- dommages électriques,
- vandalisme
- tempête, grêle,
- vol et détérioration à la suite de vol.

L'assurance garantit les locaux mis à disposition, le matériel appartenant à la Ville ainsi que le matériel appartenant aux collèges et stocké dans lesdits locaux.

ARTICLE 7 : Dispositions financières

Le coût d'utilisation des différentes installations par les collèges est fixé selon les principes suivants :

- à partir de la mise en service du nouveau gymnase des Dragons (rentrée scolaire 2027/2028) : mise à disposition gratuite de l'ensemble des équipements sportifs aux collèges pendant quatre (4) ans ;
- à partir de la rentrée scolaire 2031/2032 et pour une durée de sept (7) ans : application des barèmes tarifaires votés par la CeA.

A cet effet le CeA versera aux collèges des contributions couvrant les montants des factures dans la limite des tarifs forfaitaires arrêtés par la CeA.

Les collèges effectueront les paiements, à terme échu, par virements administratifs à l'ordre de la trésorerie compétente.

ARTICLE 8 : Modification de la convention

Dès mise en service du nouveau gymnase des Dragons cette convention annulera et remplacera les précédentes conventions d'utilisation.

Toute modification de la présente convention de mise à disposition devra faire l'objet d'un avenant signé entre tous les partenaires à la condition que cette modification n'en remette pas en cause les principes fondamentaux. Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention, et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 9 : Application de la convention

9.1.

A l'occasion de la répartition annuelle des créneaux d'utilisation, les parties feront le point sur l'application de cette convention. A tout moment, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une réunion de concertation peut être organisée en cas de besoin.

9.2.

En début de l'année scolaire, l'annexe 1 doit être mise à jour : définition du volume horaire

ARTICLE 10 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée, à l'initiative de l'une ou l'autre partie, sous réserve d'un préavis de six mois, précisant les motifs de résiliation, adressée par lettre recommandée avec un avis de réception à chacune des parties.

ARTICLE 11 : Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de naître entre les parties à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de conciliation amiable, préalable à toute procédure contentieuse.

En cas de différend survenant lors de l'exécution de la présente convention, les parties sont tenues d'organiser dans les meilleurs délais une réunion de conciliation.

Au cours de cette réunion, un arrangement amiable est convenu, ou il peut être décidé de faire appel à une mission de médiation désignée par le Tribunal administratif de Strasbourg, par application des articles L.213-1 à L.213-10 du Code de justice administrative. Toute action contentieuse postérieure devra être introduite devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en quatre exemplaires originaux à Strasbourg, le

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président

Pour la Ville de Saverne
Le Maire

Frédéric BIERRY

Stéphane LEYENBERGER

Pour le collège Poincaré,
La Principale

Pour le collège Les Sources,
La Principale

Muriel WEHRUNG

Caroline AUDES REEB